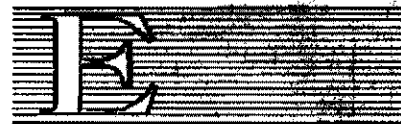


374621



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE

E/ECA/PSD.8/26

16 mars 1994

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième session de la Conférence commune des planificateurs,
statisticiens et démographes africains

Addis-Abeba (Ethiopie)

21 - 26 mars 1994

**RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE LA CEA DANS LE DOMAINE
DE L'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (1992-1993), LE PROGRAMME
DE TRAVAIL (1994-1995) ET LE PROJET DE
PROGRAMME DE TRAVAIL (1996-1997)**

I. Rapport sur les activités du PADIS (1992-1993)

1. Durant la période considérée allant d'avril 1992 à décembre 1993, les activités du PADIS ont consisté dans les tâches suivantes : fournir des services de formation, des services consultatifs et d'autres formes de services de coopération technique; mettre en place des bases de données; établir des réseaux; fournir des services aux utilisateurs; assurer le service des réunions des organes délibérants et autres; effectuer des études; et produire des publications à l'intention des Etats membres de la CEA, des institutions sous-régionales et régionales et des organisations non gouvernementales. On trouvera ci-après des détails sur chacune de ces activités.

Activités de formation

2. Les activités de formation du PADIS durant cette période ont consisté à dispenser des cours aux niveaux national et sous-régional à l'intention du personnel des centres nationaux et institutionnels participants ainsi que du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique sur des thèmes tels que les méthodologies du PADIS pour la gestion de l'information, l'utilisation du logiciel micro-CDS/ISIS, la messagerie électronique et les communications assistées par ordinateur, la technologie de l'information et l'établissement de réseaux informatiques. Les cours indiqués ci-après ont été dispensés durant cette période :

a) Six cours de formation aux méthodologies du PADIS et à l'utilisation du logiciel micro-CDS/ISIS à l'intention de participants :

- 1) De l'Organisation du bassin de la Kagera (OBK) et du Ministère du plan à Kigali, du 26 mai au 2 juin 1992;
- 2) Du Rwanda, à Kigali, du 26 août au 8 septembre 1992;
- 3) Du Burundi, à Bujumbura, du 15 au 29 septembre 1992;
- 4) Du Sénégal, à Dakar, du 18 janvier au 2 février 1993;
- 5) Du Burundi, à Bujumbura, du 6 au 14 avril 1993;
- 6) De l'Algérie, à Alger, du 16 au 29 juin 1993.

b) Onze cours de formation sur la messagerie électronique et les communications assistées par ordinateur pour les participants ci-après:

- 1) Organisation régionale africaine de normalisation, ORAN à Nairobi, 16 - 24 mars 1992;
- 2) Noeuds éthiopiens du projet PADISnet, Addis-Abeba, 26 mars 1992;
- 3) East and Southern African Universities Research Project, Dar es-Salaam, 4-9 juillet 1992;
- 4) OBK, Kigali, 10-15 juillet 1992;
- 5) Projet PADISnet, Addis-Abeba, 1-4 septembre 1992;
- 6) Secrétariat de la CEA, Addis-Abeba, 30 novembre - 4 décembre 1992;

- 7) East African Tree Seed Projects, Addis-Abeba, 21-25 janvier 1993;
 - 8) Université d'Addis-Abeba, 15-18 octobre 1993;
 - 9) Atelier des ONG d'Addis-Abeba et des organisations internationales, Addis-Abeba, 23-25 novembre 1993;
 - 10) Atelier national de l'Ethiopie pour la communication dans les services gouvernementaux, Addis-Abeba, 6-8 décembre 1993; et
 - 11) Atelier des universités de l'Afrique de l'Ouest, Accra, 15-17 décembre 1993.
- c) Formation aux techniques de reprographie à l'intention du personnel du centre national participant éthiopien, Addis-Abeba, 10 octobre - 13 novembre 1992;
- d) Formation portant sur certains aspects de la technologie de l'information à l'intention des centres institutionnels participants membres du Comité permanent sur l'harmonisation et la normalisation des systèmes de documentation et d'information en Afrique, Addis-Abeba, 19-20 novembre 1992;
- e) Stage de formation pour la mise au point de bases de données utilisant le micro CDS/ISIS à l'intention de participants d'Ethiopie et du Nigéria, Addis-Abeba, 24 novembre - 24 décembre 1992;
- f) Utilisation d'un don des Pays-Bas pour organiser les quatre ateliers suivants :
- 1) Atelier sous-régional sur la normalisation et les méthodologies, Lusaka, 24-27 mai 1993;
 - 2) Atelier régional sur la technologie de l'information pour le développement, Nairobi, 5-9 juillet 1993;
 - 3) Atelier sous-régional sur la normalisation et les méthodologies, Niamey, 4-8 octobre 1993; et
 - 4) Réunion d'experts sur la normalisation et les méthodologies, Maseru, 29 novembre - 2 décembre 1993;
- g) Le PADIS a organisé un séminaire sous-régional sur l'information commerciale, pour le compte du Centre de recherche pour le développement international (CRDI) au profit des chambres de commerce de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, Nairobi, 15 - 21 septembre 1993.
3. Les activités de formation du PADIS ont également porté sur un programme de bourses de perfectionnement pour le personnel des centres nationaux et institutionnels participants. Dans le but d'améliorer les compétences du personnel des centres nationaux et institutionnels participants, les stages et voyages d'étude ci-après ont été organisés par le PADIS dans le cadre de son programme de bourses de perfectionnement :
- a) Bourse offerte au documentaliste de l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD) pour qu'il étudie le système de gestion de l'information du PADIS, Addis-Abeba, 5 - 22 avril 1992;

b) Stage au Bureau de coordination centrale du PADIS à Addis-Abeba pour des Volontaires des Nations Unies venant de l'OBK, afin de travailler sur la base de données statistiques de l'OBK, Addis-Abeba, 20 avril - 1er mai 1992; et

c) Voyage d'étude au PADIS à Addis-Abeba, pour le Directeur du centre national participant du Sénégal, 23-27 mai 1992.

Services consultatifs

4. Durant la période considérée, le PADIS a fourni, à la demande des Etats membres et des centres institutionnels participants, des services consultatifs dans un vaste éventail de domaines touchant la gestion de l'information pour le développement.

Services consultatifs au niveau national

a) A la Zambie, pour aider le Gouvernement à obtenir des fonds au titre du cinquième cycle de programmation et examiner l'établissement du Système d'information pour le développement de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ESADIS), Lusaka, 23-27 mars 1992.

b) A l'Ethiopie, pour donner des conférences lors d'un séminaire sur les systèmes et réseaux d'information pour la santé, Addis-Abeba, 3 mai 1992;

c) Au Nigéria, pour évaluer les possibilités d'établir une base de données sur les experts nationaux et conseiller le Gouvernement sur les bases de données statistiques, Lagos, 28 mai - 2 juin 1992;

d) A la Gambie, pour mettre au point des plans pour un système national d'information économique et élaborer une proposition de projet pour l'établissement d'un système national d'information économique, Banjul, 1-10 juillet 1992;

e) Au Mozambique, pour mettre au point des plans pour un système d'information d'urgence et élaborer une proposition de projet pour l'établissement d'un tel système dans le pays, Maputo, 3 - 7 août 1992;

f) A la République centrafricaine, pour assister le Ministère du plan dans l'élaboration de plans pour un réseau national d'information, Bangui, 19 - 24 octobre 1992;

g) A Maurice, pour évaluer les services nationaux d'information et conseiller le Gouvernement sur la conception d'un système national d'information, Port-Louis, 2 - 8 décembre 1992;

h) A l'Ethiopie, pour l'automatisation du Bureau du Premier Ministre, août - septembre 1993; et

i) A la Télévision éthiopienne, sur l'automatisation et l'informatisation, octobre 1993.

Autres services consultatifs

5. Les services consultatifs suivants ont été fournis à des institutions sous-régionales et régionales :

a) Au Centre régional africain de conception et de fabrication techniques (ARCEDEM), sur la conception d'une base de données techniques, Addis-Abeba, 11-15 mars 1992;

- b) A l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), pour organiser un cours de formation et une réunion d'experts, Nairobi, 16-25 mars 1992;
- c) A l'Organisation du bassin de la Kagera (OBK) pour mettre en place une base de données sur les publications périodiques et former le personnel dans la gestion de bases de données, Kigali, 26 mai - 2 juin 1992;
- d) A l'African Centre for Development and Strategic Studies (ACDESS) pour évaluer les besoins en ressources et technologies informatiques, Ijebo-Ode (Nigéria), 24 septembre - 5 octobre 1992;
- e) A la réunion d'informaticiens de haut niveau en Afrique et du réseau régional informatique pour l'Afrique (RINAF) organisée par l'Unesco, Nairobi, 12 - 16 juillet 1993;

Participation à des réunions

6. Le PADIS a participé aux réunions ci-après sur des questions relatives à la gestion et à la technologie de l'information :

- a) Examen tripartite du projet du PNUD (RAF/88/125) pour la mise au point d'une base de données et d'un système d'information pour l'OBK, Kigali, 14 et 15 mai 1992;
- b) INET'92 : Atelier Internet pour promouvoir la gestion des réseaux au niveau mondial et examiner les questions de réseaux, Kobe (Japon), 14 - 18 juin 1992;
- c) Réunion du Groupe des utilisateurs du Minis arabe (AMUG) pour examiner le traitement de l'information en utilisant les caractères arabes et pour mettre au point des systèmes de traitement de la langue arabe, Tunis, 29 juin - 12 juillet 1992;
- d) Atelier des Volontaires pour l'assistance technique sur les communications numériques afin d'introduire l'utilisation de la radio numérique et de la technologie par paquets des satellites pour les communications au service du développement, Nairobi, 24 - 26 août 1992;
- e) Atelier de l'American Association for the Advancement of Science et de l'Académie africaine des sciences sur la création de réseaux scientifiques et techniques en Afrique dans le but d'examiner les questions relatives à la création de réseaux électroniques scientifiques et techniques en Afrique, y compris la formation à l'élaboration de projets et à la gestion de réseaux, Nairobi, 27 - 29 août 1992. Le PADIS a présenté un document intitulé, "The PADISnet project and future potential for networking in Africa";
- f) Réunion des centres MINISIS pour élaborer le projet PADIS/CRDI, Ottawa (Canada), 13 - 23 octobre 1992;
- g) Treizième réunion internationale du Groupe d'utilisateurs de MINISIS, Bombay (Inde), 9 - 13 novembre 1992;
- h) Séminaire sur la journée nationale éthiopienne de l'information pour le développement au cours duquel le PADIS a présenté un document sur ses activités en Afrique, liées à l'information pour le développement, Addis-Abeba, 16 novembre 1992;

- i) Réunion pour le lancement du projet pilote africain relatif à un réseau d'informations économiques et commerciales établi par les chambres de commerce et d'industrie des pays en développement, les membres du Groupe des 77, Douala (Cameroun), 15 et 16 décembre 1992;
- j) CRDI/Secrétariat du Commonwealth, Technologie de l'information pour le développement : consultation informelle pour la mobilisation des ressources, Londres, 25-28 janvier 1993;
- k) Atelier sur la création de réseaux entre les bibliothèques et les centres de documentation de l'Afrique australe, organisé par le Southern Africa Regional Institute for Policy Studies, Harare, 8 - 10 février 1993;
- l) Table ronde du CRDI sur l'information/la communication en ce qui concerne l'environnement et le développement, Nairobi, 3 mars;
- m) Conférence régionale sur la gestion du développement en Afrique, Addis-Abeba, 8 - 12 mars 1993;
- n) Réunion Fondation Carnegie/BOSTID sur les systèmes d'information scientifique et technologique, Dakar, 24 et 26 mai 1993;
- o) Réunion avec le CRDI à Ottawa, 12 et 13 juillet 1993;
- p) Réunion avec la Fondation Carnegie et l'American Association for the advancement of Science, 16 et 17 juillet 1993;
- q) Conférence INET'92, San Francisco, 10 - 20 août 1993;
- r) Development Activity Users' Group, Paris, 3 - 5 octobre 1993.

Amélioration des compétences

7. Le personnel du PADIS a amélioré ses compétences en participant aux stages de formation suivants :

- a) Un fonctionnaire a participé au cours de formation spécialisée sur le logiciel mini-micro CDS/ISIS offert par la German International Development Foundation (DSE) à Bonn (Allemagne), du 13 au 26 septembre 1992;
- b) Un fonctionnaire a participé au cours de formation sur la commercialisation de l'information, organisé à l'ESAMI, Arusha, en avril et mai 1993.

Activités de coordination, d'harmonisation et de liaison

Le réseau PADIS

8. Le réseau PADIS comprend des centres nationaux participants, des centres sous-régionaux et des centres institutionnels participants qui, tous, bénéficient de services consultatifs, de services de formation et d'information du PADIS et fournissent des données au système d'information du PADIS pour les échanger avec d'autres pays de la région mais également d'ailleurs. Les centres nationaux tout comme les centres

institutionnels participants ont été des participants actifs du réseau au cours des deux dernières années tandis que les centres sous-régionaux continuent de connaître d'énormes difficultés.

Centres nationaux participants (CNP)

9. Les centres nationaux participants sont des institutions désignées par les gouvernements et qui ont pour fonction de faciliter la planification du développement en mettant des informations à la disposition immédiate des décideurs, des planificateurs et d'autres agents du développement socio-économique du pays. Ils coordonnent également, au niveau national, les activités en matière d'information des centres sectoriels de documentation et d'information.

10. Le gouvernement choisit le centre national participant compte tenu de la situation particulière du pays en matière d'information. Toutefois, le PADIS fournit des directives pour le guider dans ce choix. Les institutions remplissant les conditions requises sont notamment les centres de documentation et d'information des ministères du plan, les offices nationaux de statistique, les centres d'information scientifique et technique et les réseaux et centres de recherche ou les bibliothèques des universités.

11. A ce jour, 38 pays ont désigné des centres nationaux participants pour servir de points focaux nationaux du réseau PADIS; ce qui fait une augmentation de quatre pays (12%) depuis le dernier rapport au Comité technique régional. Les nouveaux adhérents au réseau sont le Cameroun, le Burundi, le Tchad et la Mauritanie. La liste des CNP figure à l'Annexe I.

Centres institutionnels participants (CIP)

12. Les centres institutionnels participants sont, du point de vue des disciplines spécifiques, les noeuds sous-régionaux du réseau PADIS. Ils comprennent des institutions régionales et sous-régionales qui coordonnent la collecte, le classement et la diffusion de l'information et qui mettent au point des outils et des méthodologies dans leurs disciplines respectives. Les CIP sont des institutions régionales ou sous-régionales africaines dont deux Etats ou plus sont membres, y compris les institutions sous-régionales et régionales parrainées par la CEA ainsi que d'autres institutions de la région. Les institutions gouvernementales et non gouvernementales qui sont actives dans le domaine de l'information pour le développement font partie de leurs membres. Il y a actuellement 46 CIP dans le réseau PADIS. La liste des CIP figure à l'Annexe II.

Comité permanent

13. L'organe au sein duquel les CIP se retrouvent est le Comité permanent sur l'harmonisation et la normalisation des systèmes de documentation et d'information en Afrique qui se réunit chaque année. Etabli conformément à la recommandation de la réunion des chefs de secrétariat des institutions parrainées par la CEA en 1987, le Comité était à l'origine limité auxdites institutions. Toutefois, à la demande d'autres institutions et dans le but de promouvoir les services d'information et de faciliter les échanges d'informations dans la région, le Comité a été ouvert à toutes les institutions sous-régionales et régionales en Afrique portant un intérêt particulier aux systèmes de documentation et d'information.

14. Depuis la dernière réunion du Comité technique régional, le Comité permanent s'est réuni deux fois : il a tenu sa quatrième réunion du 11 au 13 novembre 1991 et sa cinquième réunion du 18 au 20 novembre 1992. A sa quatrième réunion à laquelle ont assisté les représentants de 18 institutions, le Comité a adopté des recommandations demandant que ses futures réunions soient couplées avec des cours ou séminaires de formation appropriés; que le PADIS mette à sa disposition un service de tableau d'affichage informatisé pour permettre aux membres du Comité de communiquer entre eux sur les questions de normalisation et d'harmonisation entre

les réunions annuelles; et que le PADIS favorise la création d'une infrastructure informatique pour la Communauté économique africaine. A la cinquième réunion, les participants ont exhorté l'Afrique à assurer une large commémoration de la "Journée de l'information pour le développement en Afrique" (voir ci-dessous); et ont invité l'Organisation de l'unité africaine à participer au réseau PADIS afin de bénéficier de son expérience dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information pour favoriser l'intégration économique de l'Afrique. Les participants ont également recommandé que les futures réunions se tiennent tous les deux ans à cause de la pénurie des ressources destinées aux voyages internationaux.

Centres sous-régionaux du PADIS

15. Au départ, les centres sous-régionaux devaient jouer un rôle décisif dans la mise en place de services d'information (là où il n'en existait pas) et dans l'amélioration des services déjà existants. Ils devaient également créer des liens entre tous les pays de la sous-région, en permettant à un pays de tirer parti des ressources d'un autre en matière d'information et même de celles de tous les pays de la région.

16. Les centres sous-régionaux du PADIS sont les suivants : le CADIS pour les deux sous-régions de l'Afrique centrale et dont le siège est à Kinshasa; l'ESADIS, pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe ayant son siège au bureau sous-régional de la CEA à Lusaka; le NADIS pour l'Afrique du Nord établi au Centre de documentation de la Ligue des Etats arabes au Caire; et le WADIS pour l'Afrique de l'Ouest établi au bureau sous-régional de la CEA à Niamey.

17. L'ESADIS sera bientôt opérationnel avec le détachement de trois experts zambiens par leur Gouvernement. Des indemnités de détachement seront versées par la CEA aux trois fonctionnaires pour rendre leur service attractif et les maintenir à l'ESADIS pour une période initiale de 18 mois.

18. Le Directeur du MULPOC de Niamey négocie avec le Gouvernement nigérien et le PNUD dans le but de retenir des Volontaires des Nations Unies ou d'obtenir le détachement d'experts du Niger auprès du WADIS.

19. Le CADIS n'a pas encore démarré ses activités et les Etats membres de l'Afrique centrale pourraient décider de replacer le siège du Centre dans un autre pays du fait des difficultés de fonctionnement dans le pays hôte.

PADISnet

20. Depuis la dernière réunion de la Conférence commune, le projet financé par le CRDI "Gestion de réseaux informatiques en Afrique" a été mené à bien. Le projet était un outil important pour faire de la gestion de réseaux une réalité en Afrique. Les participants à ce projet pilote provenaient des centres nationaux et des centres institutionnels du PADIS et également de ses centres sous-régionaux. A la fin du projet, toutes les 16 institutions participantes avaient établi des liaisons électroniques avec le PADIS et entre elles. Le réseau établi dans le cadre du projet PADISnet a favorisé la promotion de l'échange d'informations pour le développement par des réseaux électroniques et l'amélioration de l'infrastructure informatique en Afrique. Il a permis la prise de conscience des possibilités d'un échange d'informations accru, il a, dans une large mesure, sensibilisé les décideurs et les autres membres du réseau PADIS, les utilisateurs de l'information, les Etats membres et les particuliers et il a établi des liaisons avec des réseaux à l'échelle mondiale. Grâce au projet PADISnet et à d'autres, la région de l'Afrique est venue enrichir la carte mondiale de la gestion de réseaux.

21. Au nombre des résultats du projet figurait l'échange de 5200 messages électroniques par une quarantaine d'utilisateurs grâce au Fidonet établi au PADIS, avec accès à Internet et, à travers ce dernier, à d'autres réseaux à l'échelle mondiale. Le projet a établi un réseau commuté permettant l'accès au système du tableau d'affichage

du PADIS qui a reçu environ 1200 messages provenant de plus de 50 utilisateurs permanents et qui donnait des informations sur le PADIS et la CEA, sur les questions de transmission de données et sur les systèmes et la technologie de l'information. Il a introduit une section de la technologie de l'information dans son bulletin trimestriel, "La Lettre du PADIS". Le PADISnet a également participé à des conférences et a effectué des recherches sur les nouvelles technologies pour la distribution de documents et l'échange d'informations. Bien que ce projet ait été achevé en janvier 1993, le PADIS et le CRDI ont élaboré un important projet de suivi intitulé "Renforcement des capacités en communications électroniques pour l'Afrique" (CABECA), sur la base des leçons tirées du premier projet. Il a démarré en juin 1993.

Coordination au sein du système des Nations Unies

22. Le PADIS a maintenu la coordination avec des organismes du système des Nations Unies s'occupant de systèmes d'information pour le développement et de technologie de l'information, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et le Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information (ACCIS). Le PADIS est membre du Comité de la CEA sur l'Unesco qui s'est réuni régulièrement au cours de l'exercice biennal. Le PADIS a participé à la réunion de concertation CEA/Unesco tenue à Addis-Abeba les 7 et 8 octobre 1992. Dans le domaine de l'information et de la documentation, la réunion a pris note de la collaboration existant entre le PADIS et l'Unesco pour la promotion commune des politiques d'information dans les Etats membres africains; la formation dans l'utilisation de nouveaux progiciels et le développement de l'infrastructure pour les communications assistées par ordinateur. La CEA envisage une collaboration future avec l'Unesco dans l'organisation de cours de formation communs sur la gestion de l'information à l'intention des Etats membres africains; la mise en oeuvre du projet RINAF et du Système panafricain d'information géologique (PANGIS).

23. La principale activité du PADIS avec l'ACCIS durant la période considérée a porté sur la collaboration dans l'élaboration de la base de données d'information pour le développement des Nations Unies sur CD-ROM à laquelle le PADIS a participé grâce à sa base de données PADdev.

24. Le PADIS a participé à la réunion du Development Activity Users' Group des Nations Unies tenue à Paris, du 3 au 5 octobre 1993.

Développement des bases de données

25. Le système d'information du PADIS est bâti sur les bases de données internes qu'il entretient ainsi que sur celles qu'il a acquises auprès d'autres sources (fichiers complémentaires ou PADcom) et d'autres auxquelles il peut accéder par ordinateur^{1/}. Compte tenu des progrès réalisés par le PADIS dans le domaine de la gestion des réseaux informatiques, des millions d'enregistrements sont accessibles par ordinateur pour répondre à la demande des utilisateurs. La base de données bibliographiques du PADIS sur les aspects économiques, sociaux, scientifiques et techniques concernant le développement de l'Afrique, le PADdev, s'est enrichie tant d'acquisition du Bureau de coordination centrale du PADIS que de contributions des centres nationaux, sous-régionaux et institutionnels participants. Le PADIS lui-même a ajouté environ 650 nouveaux enregistrements au PADdev durant cette période tandis que les centres participants ont contribué pour plusieurs milliers d'autres. Il convient de noter particulièrement la quantité et la qualité des contributions des centres nationaux participants du Maroc, du Swaziland et du Togo.

^{1/} Toutes les bases de données du système d'information du PADIS sont énumérées dans la brochure *PADIS Information Resources* fournie sur demande auprès du PADIS.

26. Créée pour promouvoir la coopération technique entre les pays en développement, la base de données sur les experts africains du PADIS, PADexp, a continué de se développer durant cette période, avec 465 références fournies au système central. Le PADIS a aidé d'autres organismes à développer des bases de données spécialisées sur les experts africains. Il s'agit notamment des suivants : Programme des Nations Unies pour le développement, pour l'établissement, au Nigéria, d'une base de données sur les experts nigériens; Programme d'action spécial pour l'administration et la gestion en Afrique, pour l'établissement d'une base de données sur les experts africains en administration publique; IGADD, pour une base de données des experts en sécheresse et désertification; et Centre africain de recherche et de formation pour la femme, pour l'établissement d'une base de données sur les femmes africaines expertes dans le domaine du développement. La base de données des institutions africaines du PADIS, PADins, a également été actualisée, grâce surtout à la réception de nouveaux enregistrements des institutions parrainées par la CEA. Ces institutions et d'autres membres du Comité permanent ont fourni de nouveaux fichiers au PADdab, la base de données des bases de données africaines. On a assisté durant cette période à une croissance considérable du PADcom avec l'acquisition de plusieurs nouvelles bases de données importantes (en format CD-ROM).

27. Le PADIS a également une liaison quotidienne en direct (entre le Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York et la CEA par l'intermédiaire de l'Alternate-Voice Data line des Nations Unies) avec le Centre international de calcul électronique de New York et ses bases de données, qui comprend la base de données statistiques de l'Organisation des Nations Unies, la base de données de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et la base de données du service des communiqués de presse de l'ONU.

28. Toutes ces bases de données du système PADIS ont été utilisées pour lancer le service de diffusion sélective de l'information (DSI) et pour les services de recherche rétrospective.

Réunions des organes délibérants

29. Le PADIS a assuré le service des réunions ci-après :

a) Septième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, Addis-Abeba, 2-7 mars 1992;

b) Treizième réunion du Comité technique préparatoire plénier (TEPCOW), Addis-Abeba, 10-16 avril 1992; et vingt-septième session de la Commission/dix-huitième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, Addis-Abeba, 20-23 avril 1992;

c) Quatorzième réunion du Comité technique préparatoire plénier (TEPCOW), Addis-Abeba, 12-16 avril 1993; et vingt-huitième session de la Commission/dix-neuvième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, Addis-Abeba, 19-22 avril 1993;

d) Réunion du Comité technique sous-régional du PADIS pour l'Afrique du Nord, 30 mars - 3 avril 1993.

Journée de l'information pour le développement en Afrique

30. Les ministres africains responsables du développement économique et de la planification ont, à leur dix-huitième réunion, proclamé le 19 novembre "Journée d'information pour le développement en Afrique". Depuis lors, la Journée a été célébrée en 1992 et 1993. Des affiches et des communiqués de presse ont été envoyés aux Etats membres et aux organisations régionales et sous-régionales africaines. Les thèmes pour 1992 et 1993 étaient respectivement : renforcement des institutions africaines pour l'échange de données dans les

années 90; et renforcement des systèmes d'information pour la planification du développement et les réformes de politiques générales.

Services aux utilisateurs

31. Le projet a continué de fournir des services aux utilisateurs sous forme : a) d'index publiés sur les écrits relatifs au développement; b) de services questions/réponses personnalisés; c) de documents/microfiches; et d) de bulletins DSI.

32. Durant la période considérée, le PADIS a publié six numéros en anglais et en français de son bulletin trimestriel "La Lettre du PADIS". De nouvelles éditions du Répertoire des institutions parrainées par la CEA et du Répertoire des institutions de développement en Afrique ont également été publiées. Le nombre de demandes de services questions/réponses personnalisés est passé de 422 pour la période précédente à 601 pour la période actuelle, soit un accroissement de 19%. Plus de 1400 documents sur papier et sur microfiche ont été fournis à des particuliers et à des institutions durant la période. A la fin de la période, des questionnaires visant à actualiser les profils d'utilisateurs ont été envoyés aux abonnés actuels et potentiels au bulletin DSI.

33. Les centres nationaux et institutionnels participants ont également reçu des bandes magnétiques et des disquettes contenant des références relatives à l'information sur le développement provenant du système d'information du PADIS.

34. Les activités d'information pour le développement ci-dessus ont été réalisées avec le minimum de ressources, le secrétariat ne comptant, la plupart du temps, que sur de petits dons et de projets des bailleurs de fonds. Le PNUD qui avait été le principal bailleur de fonds du PADIS, s'est retiré en 1992 à cause de restrictions budgétaires. Ce n'est que durant le second semestre de 1993 que la CEA a obtenu trois postes transférés du budget ordinaire de l'ONU au sous-programme mais ces postes ne comportaient pas de fonds pour des activités opérationnelles.

II. Programme de travail relatif à l'information pour le développement de la CEA, 1994-1995

35. Le programme de travail de la CEA relatif à l'information pour le développement pour l'exercice biennal 1994-1995 est issu du Plan à moyen terme de l'Organisation des Nations Unies 1992-1997. Les activités menées au titre du programme de travail relatif à l'information pour le développement sont orientées vers l'amélioration du flux de l'information pour le développement.

Plan à moyen terme pour la période 1992-1997

36. En 1992, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la révision du Plan à moyen terme pour la période 1992-1997 qui faisait passer les activités du PADIS du sous-programme 1 sur les questions et politiques relatives au développement du programme 30 : Coopération régionale pour le développement en Afrique au sous-programmes 6 : Développement des statistiques et mise en place de systèmes d'information du même programme.

Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants :

a) aider les pays africains à mettre en place une infrastructure durable pour la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion de statistiques et de données démographiques, sociales et économiques intégrées ou à développer l'infrastructure existante;

- b) développer les bases de données nationales, sous-régionales et régionales et en faciliter l'accès;
- c) former le personnel des Etats membres, des institutions sous-régionales et régionales à l'introduction et à l'utilisation de méthodes modernes de traitement et de diffusion de l'information pour le développement;
- d) promouvoir l'acceptation des règles et des normes pour l'harmonisation de la documentation et de l'information pour le développement.

Rôle du secrétariat

37. Durant la période 1994-1997, le secrétariat de la CEA entreprendra les activités suivantes et fournira :

Des services consultatifs sur le développement des systèmes de gestion et de la technologie de l'information, et la formation du personnel des institutions nationales, sous-régionales et régionales dans les techniques informatisées de gestion de l'information, l'harmonisation des normes et des méthodologies, le développement de bases de données sur le développement social et économique en Afrique pour la diffusion de cette information aussi bien dans les centres nationaux, sous-régionaux et régionaux participants qu'auprès du grand public.

38. Cinq éléments de sous-programme sont proposés au titre des activités d'information pour le développement pour 1994-1995 : coopération internationale, services aux organes délibérants, publications et matériels d'information, activités opérationnelles et coordination, harmonisation et liaison.

39. Les éléments du sous-programme sont décrits ci-après :

A. Sous-programme 6 : Mise en place de systèmes d'information

C. Activités

1. Coopération internationale

c) Services de bibliothèque

- i) Négociation de six accords de centres participants pour l'échange de l'information pour le développement avec les centres nationaux et institutionnels participants au sein du réseau PADIS.

2. Services aux organes délibérants

a) Rapports à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens, démographes et spécialistes des sciences de l'information africains sur :

- i) Les activités de la CEA en matière d'information pour le développement (1992-1993), son programme de travail pour 1994-1995 et son projet de programme de travail pour 1996-1997 (1994);
- ix) Problèmes de gestion de l'information en Afrique (1994); et

x) Communications assistées par ordinateur en Afrique (1994);

b) Quatre rapports destinés aux réunions des comités techniques sous-régionaux du PADIS sur l'état d'avancement des activités du Système dans les sous-régions respectives (1995).

3. Publications

a) Publications périodiques

xii) Bulletin sur les systèmes d'information pour le développement en Afrique (trimestriel, 1994 et 1995).

b) Publications non périodiques

xi) Etudes sur les besoins des utilisateurs de l'information pour le développement dans les Etats membres et les institutions régionales et sous-régionales (1994 et 1995);

c) Matériels techniques

xii) La constitution, la tenue à jour et la diffusion de bases de données informatisées : b) base de données bibliographiques informatisées sur les questions économiques, scientifiques et techniques en Afrique; et c) base de données informatisées de références sur les experts africains dans les aspects sociaux et économiques, scientifiques et techniques du développement en Afrique (activités continues).

Autres matériels techniques

xiv) Distribution, sur demande, de logiciels de gestion de l'information statistique et d'autres formes de l'information pour le développement aux Etats membres (activité continue);

xv) Manuel pour le traitement et l'analyse de l'information pour le développement (un en 1994).

4. Matériels et services d'information

ii) Documents promotionnels pour la célébration de la Journée de l'information pour le développement en Afrique - 19 novembre (1994 et 1995).

5. Activités opérationnelles

a) Services consultatifs

Missions de services consultatifs pour appuyer les programmes sur:

viii) L'établissement et le renforcement de réseaux informatiques pour l'accès à l'information pour le développement et pour l'échange de cette information entre les Etats membres, les institutions sous-régionales et régionales et les organismes internationaux;

- ix) La création, la gestion et le renforcement des systèmes d'information pour le développement.

b) Formation de groupe

Ateliers sur :

- v) Les méthodologies du PADIS et la normalisation au profit des Etats membres (un en 1994 et un en 1995) (fonds extrabudgétaires).

c) Projets opérationnels

- iii) Le renforcement des moyens des Etats membres en matière d'information pour le développement (pendant toute la période biennale).

6. Coordination, harmonisation et liaison

- i) Participation aux réunions du mécanisme du CAC sur les questions concernant les statistiques et les systèmes d'information (activité continue);
- iv) Participation à d'autres réunions de coordination technique du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales dans le domaine de l'information pour le développement;
- v) Promotion de normes et de règles pour l'échange de l'information pour le développement avec les Etats membres, les institutions et organisations intergouvernementales et non gouvernementales grâce au service fonctionnel du Comité permanent sur l'harmonisation et la normalisation de la documentation et de l'information en Afrique (réunion biennale, 1994);
- vi) Coordination des questions concernant les systèmes d'information avec l'Unesco.

Ressources escomptées du budget-programme de l'ONU

40. Dans ses demandes de crédits au Conseil économique et social pour 1994-1995, la CEA a sollicité l'approbation de quatre postes d'administrateur et deux de niveau local pour lui permettre d'exécuter ces activités. Cette demande était appuyée par la résolution 766 (XXVIII) de la Conférence des ministres de la CEA. Cependant, le Conseil économique et social a décidé, à sa session de fond de 1993 (juillet), qu'aucun poste nouveau ne serait demandé pour la Commission au titre de l'exercice 1994-1995. Ainsi, la demande de ressources pour la mise en place des systèmes d'information ainsi que toutes les autres demandes de la CEA ont été retirées du projet de budget-programme 1994-1995. Les activités du titre des systèmes d'information au nom des Etats membres, ont toutefois été maintenues et le Conseil a adopté la résolution 1993/67 dans laquelle il demandait à l'Assemblée générale "d'assurer la fourniture d'un personnel et de ressources appropriés permettant le fonctionnement du sous-programme de la Commission sur la mise en place de systèmes d'information pour le développement, à compter de son budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995".

41. "Le personnel et les ressources appropriés" devront être obtenus grâce au redéploiement des ressources existantes. En juillet 1993, le Bureau du Contrôleur a demandé au Secrétaire exécutif de la CEA de réaffecter trois postes d'administrateur au sous-programme relatif à la mise en place de systèmes d'information pour le

développement, à savoir au Système panafricain d'information pour le développement. On espère également que, dans le cadre de la décentralisation des ressources de la section 20 (Assistance technique) en faveur des commissions régionales, un poste de conseiller régional pourrait être affecté aux activités de mise en place de systèmes d'information.

42. L'exécution du programme de travail 1994-1995 sera menée si des ressources du budget ordinaire sont affectées au sous-programme. A cet égard, la poursuite du redéploiement des trois postes sus-indiqués durant la période biennale et le transfert d'un poste de conseiller régional au sous-programme garantiraient une bonne exécution du programme de travail.

Projets sur fonds extrabudgétaires

43. En plus de ces activités, le PADIS a reçu des fonds pour exécuter les deux projets ci-après en 1994 :

a) Centre de ressources MINISIS

Grâce à un don d'un montant de 151 138 dollars des Etats-Unis du CRDI, le PADIS servira de centre de ressources pour les utilisateurs du MINISIS en Afrique subsaharienne (pour l'Afrique du Nord, le Centre de documentation de la Ligue des Etats arabes au Caire a été désigné comme centre de ressources du MINISIS).

En tant que centre de ressources du MINISIS, le PADIS facilitera l'utilisation efficace du système de gestion de la base de données du MINISIS afin de favoriser la création d'une capacité locale pour une gestion et une application efficaces de l'information pour le développement. Il fournira l'assistance technique aux utilisateurs du MINISIS en Afrique afin de promouvoir la meilleure et la plus large utilisation possible du MINISIS.

Dans le cadre du projet, le PADIS fournira aux utilisateurs du MINISIS les services suivants :

- Etablir les contacts préliminaires avec les utilisateurs potentiels pour examiner l'opportunité pour eux d'acquérir une licence d'utilisation du MINISIS;
- Fournir aux nouveaux utilisateurs de la version "G" du MINISIS des cours préliminaires de formation;
- Fournir un appui technique aux utilisateurs du MINISIS.

b) Etude sur les politiques en matière informatique

Le CRDI a alloué au PADIS une somme de 143 075 dollars pour une étude d'une durée de 13 mois sur l'efficacité des instruments nationaux d'informatique appliqués en Afrique subsaharienne. L'étude examinera les politiques des gouvernements africains en matière de technologie de l'information, c'est-à-dire l'application des outils et des techniques modernes d'informatique à l'acquisition, au traitement et à la diffusion de l'information. L'hypothèse fondamentale est que les politiques nationales en matière informatique sont de plus en plus nécessaires aux gouvernements africains pour faire face à la technologie de l'information en pleine évolution et à sa généralisation.

En application de l'étude, le PADIS a désigné deux coordonnateurs, l'un pour les pays francophones, l'autre pour les pays anglophones, qui travailleront avec 10 correspondants nationaux en vue de collecter des données et d'analyser les moyens d'intervention nationaux en matière informatique. L'étude a débuté par une réunion de deux jours à Addis-Abeba qui a regroupé les coordonnateurs et les correspondants. Elle s'achèvera au bout de 13 mois par une réunion finale et la publication d'un rapport qui sera envoyé aussi bien aux gouvernements africains qu'aux organismes de recherche et d'information.

c) Projet de renforcement des capacités

Un deuxième don de 600 000 dollars canadiens a été octroyé par le CRDI pour la mise en place d'une capacité locale dans le domaine des réseaux informatiques en Afrique. Le projet met en place une infrastructure de messagerie électronique, forme des spécialistes et des utilisateurs et encourage l'établissement de services de messagerie électronique en Afrique.

44. On espère que la Fondation Carnegie de New York et la Communauté économique européenne respectivement financeront des projets pour la période biennale. Les négociations sont avancées pour obtenir le financement des deux projets.

III. Le projet de programme de travail de la CEA sur l'information pour le développement, 1996-1997

45. Le projet de programme de travail pour 1996-1997 est issu du Plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

Objectifs

Problèmes et orientations identifiés dans le sous-programme 1: "Les Questions et politiques relatives au développement" et leurs incidences sur les perspectives économiques générales de la région doivent être analysées à la lumière de l'évolution actuelle et future de la situation aux niveaux national, sous-régional et régional. Pour pouvoir mener à bien cette analyse, il faut mettre en place et gérer des bases de données spécialisées contenant des statistiques et des renseignements d'ordre macro-économique et micro-économique. Ces bases de données devraient porter sur tous les domaines et toutes les questions auxquels s'intéresse l'analyse macro-économique et micro-économique, y compris ceux et celles qui ont un caractère interdisciplinaire. Pour que les bases de données puissent être exploitées efficacement, il faudrait mettre en place des réseaux d'informations dont les membres seraient reliés entre eux par des moyens électroniques d'échange d'informations.

Il est presque impossible de procéder aux travaux de recherche et d'analyse socio-économique indispensables à la formulation des politiques et à la planification stratégique sans une bonne base d'information. L'importance que revêtent le traitement et la présentation systématiques de l'information pour stimuler la recherche, les études et l'analyse socio-économiques nécessaires à l'élaboration de plans stratégiques ayant été reconnue, il convient maintenant de prendre des mesures pour a) renforcer les ressources et les capacités des pays africains et des institutions sous-régionales et régionales en matière d'information, b) apporter le soutien nécessaire en matière d'information, et c) aider à mettre en place des systèmes et des réseaux d'information viables.

Ce qui précède met en lumière certaines des principales questions et la situation relative au développement de la statistique et de l'information et de leur utilisation dans la région.

Le principal objectif de ce plan est de renforcer les capacités des institutions, aux niveaux national, sous-régional et régional, en ce qui concerne la production de l'information pour le développement et la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion de données. Les problèmes de développement de l'Afrique exigent que l'on s'attache davantage à la mise en place de bonnes bases de données et à effectuer des recherches et des études aux fins de l'élaboration de politiques et de l'adoption de stratégies de développement.

Activités pour 1996-1997

46. En 1996-1997, les activités d'information pour le développement seront axées sur la coopération internationale, les services aux organes délibérants, les publications et les matériels d'information, les activités opérationnelles et la coordination, l'harmonisation et la liaison.

47. Les activités au titre de ce sous-programme sont de nature continue. On espère que les activités suivantes seront menées en 1996-1997 :

- Services consultatifs sur la formulation de politiques nationales sur l'information et sur l'établissement et le renforcement de centres d'information pour le développement et leur connexion au réseau PADIS;
- Services consultatifs sur la gestion de l'information pour le développement, les systèmes informatiques, la technologie de l'information et l'étude des programmes sur les sciences de l'information avec les universités africaines;
- Formation du personnel des institutions nationales, sous-régionales et régionales dans les techniques informatisées de traitement de l'information, l'harmonisation des normes et des méthodologies et l'utilisation du réseau PADIS;
- Traitement de données économiques, sociales, scientifiques et technologiques dans les bases de données internes et acquisition de bases de données auprès d'autres sources. De nouvelles bases de données seront mises au point et celles existantes seront modifiées selon les besoins des utilisateurs;
- Promotion de la coopération horizontale dans l'échange continu d'informations, y compris l'installation de bases de données dans les centres participants;
- Développement et renforcement du réseau d'information électronique de PADISnet;
- Accès direct des centres participants aux bases de données ou à des éléments de celles-ci grâce aux télécommunications, à des supports magnétiques ou des imprimés;
- Publication à intervalles réguliers de certains éléments de bases de données et distribution d'autres tirages provenant de produits d'information tels que les profils de pays des Etats membres de la CEA, les services questions/réponses, la diffusion sélective de l'information. La Lettre du PADIS, DEVINDEX-AFRIQUE, le Répertoire des experts africains et le Répertoire des institutions parrainées par la CEA continueront de paraître;
- Développement des services aux utilisateurs pour encourager l'utilisation du réseau grâce à la mise au point de produits d'information novateurs et à la formation des utilisateurs;

- Réalisation d'études sur les besoins des utilisateurs en matière d'information pour le développement;
- Service fonctionnel de la Conférence commune, de la réunion du Comité intergouvernemental sur la science et la technique, des réunions des comités techniques sous-régionaux du PADIS et des réunions des organes délibérants de la CEA;
- Promotion de normes et de règles pour l'échange de l'information pour le développement avec les Etats membres, les institutions et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales grâce au service fonctionnel du Comité permanent sur l'harmonisation et la normalisation des systèmes de documentation et d'information en Afrique.

Produits pour 1996-1997

48. La réalisation des activités ci-dessus entraînera les produits suivants :

- Rapports à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes et spécialistes des sciences de l'information africains;
- Rapports aux réunions des comités techniques sous-régionaux du PADIS sur l'état d'avancement des activités du PADIS dans leurs régions respectives;
- Rapports au Comité permanent sur l'harmonisation et la normalisation des systèmes de documentation et d'information en Afrique;
- La Lettre du PADIS sur les systèmes d'information pour le développement en Afrique;
- Publications techniques sur l'établissement et l'amélioration de systèmes d'information pour le développement en Afrique;
- Rapports sur les études des besoins des utilisateurs de l'information pour le développement dans les Etats membres, les institutions régionales et sous-régionales;
- Base de données informatisées sur les questions économiques, scientifiques et techniques en Afrique;
- Base de données informatisées de références sur les experts africains dans les domaines sociaux et économiques, scientifiques et techniques du développement en Afrique;
- Manuel pour le traitement et l'analyse de l'information pour le développement;
- Transfert aux Etats membres de bases de données sur l'information pour le développement de la CEA prêtes à être utilisées aux fins de planification/gestion du développement;
- Missions consultatives sur la création, la gestion et le renforcement des systèmes d'information pour le développement, sur l'élaboration de stratégies nationales sur les politiques d'information, sur l'élaboration de projets et sur l'établissement et le renforcement de réseaux d'information électroniques;

- Séminaires et ateliers sur le traitement, la normalisation et les méthodologies de l'information pour le développement et sur les politiques nationales en matière d'information;
- Participation aux réunions du mécanisme du CAC sur les questions des systèmes d'information pour le développement et aux réunions de coordination technique du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales dans le domaine de l'information pour le développement.

49. On espère que la CEA¹ pourra mobiliser des ressources aussi bien ordinaires qu'extrabudgétaires pour la mise en oeuvre du projet de programme de travail prévu pour la période biennale 1996-1997.